

## « Pourquoi nous sommes des économistes atterrés »

Point de vue de  
Philippe Askenazy, CNRS ; Thomas Coutrot, conseil scientifique d'Attac ;  
André Orléan, CNRS, EHESS ; Henri Sterdyniak, OFCE

*(Le Monde, 21 septembre 2010)*

**L**a crise économique et financière qui a ébranlé le monde en 2008 n'a pas affaibli la domination des schémas de pensée qui orientent les politiques économiques depuis trente ans. Le pouvoir de la finance n'est pas remis en cause. En Europe, au contraire, les Etats, sous la pression des institutions européennes et internationales et des agences de notation, appliquent avec une vigueur renouvelée des programmes de réformes et d'ajustements structurels qui ont dans le passé montré leur capacité à accroître l'instabilité économique et les inégalités sociales.

Certes, les pouvoirs publics ont dû partout improviser des plans de relance keynésiens, et même parfois nationaliser temporairement des banques. Mais ils veulent refermer au plus vite cette parenthèse. Le logiciel "néolibéral" est toujours le seul présenté comme légitime, malgré ses échecs patents. Fondé sur un paradigme qui présuppose l'efficacité des marchés notamment financiers, il prône de réduire les dépenses publiques, de privatiser les services publics, de flexibiliser le marché du travail, de libéraliser le commerce, les services financiers et les marchés de capitaux, d'accroître la concurrence en tout temps et en tout lieu...

L'Union européenne est prise dans un piège institutionnel. Les déficits publics ont explosé à cause de la crise financière. Mais pour les financer, les Etats se sont contraints à emprunter chèrement auprès d'institutions financières privées, qui obtiennent, elles, des liquidités à bas prix de la Banque centrale européenne (BCE). Les marchés ont donc la clé du financement des Etats.

Dans ce cadre, l'absence de garantie des dettes publiques par la BCE comme le manque de solidarité européen permettent le développement de la spéculation, d'autant que les agences de notation jouent à accentuer la défiance.

Pour rassurer les marchés, un Fonds de stabilisation de l'euro a été improvisé, mais surtout des plans drastiques et bien souvent aveugles de réduction des dépenses publiques ont été lancés à travers l'Europe. Les prestations sociales, des Pays-Bas au Portugal en passant par la France avec l'actuelle réforme des retraites, sont en voie d'être gravement amputées alors que se profile le spectre d'un chômage et d'une précarité persistants. Les fonctionnaires sont souvent touchés en priorité, y compris en France, où la hausse des cotisations retraite sera une baisse déguisée de leur salaire.

### **Mesures irresponsables**

Le nombre de fonctionnaires diminue partout, menaçant le bon fonctionnement des services publics (éducation, santé...). Ces mesures sont irresponsables d'un point de vue politique et social, et même au strict plan économique, puisqu'elles vont maintenir les pays européens dans la récession.

La construction européenne elle-même est menacée. L'économie devrait y être au service de la construction d'un continent démocratique, pacifié et uni. Au lieu de cela, une forme de dictature des marchés s'impose partout.

Face à la crise sociale et à l'impuissance du politique, les tensions xénophobes s'attisent,

souvent instrumentalisées par des dirigeants sans scrupules.

Qu'on l'interprète comme le désir de "*rassurer les marchés*" de la part de gouvernants effrayés, ou bien comme un prétexte pour imposer des choix idéologiques, la soumission sans débat à cette dictature n'est pas acceptable. Un véritable débat démocratique sur les choix de politique économique doit donc être ouvert en France et en Europe.

En tant qu'économistes, nous sommes atterrés de voir que ces politiques sont toujours à l'ordre du jour et que leurs fondements théoriques ne sont pas publiquement remis en cause. D'autres choix doivent être discutés. La crise a mis à nu la fragilité des évidences répétées à satiété par les décideurs et leurs conseillers. Il faut interroger ces fausses évidences, mal fondées scientifiquement. Les économistes doivent donc assumer leurs responsabilités.

La plupart des "experts" qui interviennent dans le débat public le font pour rationaliser les politiques actuelles de soumission des politiques économiques aux exigences des marchés financiers. Mais, à l'instar de celles qui l'on précédée, cette grande crise doit provoquer une refondation de la pensée économique. Nombre de chercheurs commencent d'ailleurs à s'y atteler dans le monde.

Issus d'horizons théoriques très différents, nous avons souhaité favoriser l'expression publique des nombreux économistes qui ne se résignent pas à voir un schéma "néolibéral" réaffirmé et jugent qu'il faut changer le paradigme des politiques économiques en Europe. Nous avons rédigé un "Manifeste d'économistes atterrés".

Nous espérons que notre initiative contribuera, avec d'autres, à vivifier la réflexion sur les alternatives aux politiques actuelles, qui menacent les fondements mêmes de l'idée européenne.